

Commentaire sur le marché

Le «shutdown» aux USA pourrait entrer dans les livres d'Histoire. Les fronts se sont durcis et un accord est (encore) loin d'être en vue. La faible évolution de l'industrie en Allemagne provoque un malaise sur les marchés.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Le cours de l'action de la BNS sous pression

Action de la BNS en CHF



Source: Bloomberg

L'action de la BNS a entretemps baissé de moitié depuis son niveau le plus haut. Les adeptes du titre boursier, peu négocié, devraient avoir revu leurs perspectives de hausse à la baisse, en raison de la perte annuelle de CHF 15 mia en 2018.



GROS PLAN

Samsung vit son moment Apple

Les bénéfices du groupe électronique sud-coréen se sont effondrés de près de 30% au T4 2018 en raison de la faible demande en puces mémoires. Nous tablons sur d'autres avertissements du secteur technologique ces prochaines semaines.

Le cours de l'or au plus haut depuis 6 mois

Le cours du métal précieux a grimpé de 10% depuis octobre, et affronte les premiers obstacles en termes d'analyse technique, à USD 1'300. La tendance haussière devrait s'arrêter pour le moment.



LE PROGRAMME

Mardi 15 janvier 2019

Le parlement britannique votera sur l'accord du «Brexit» avec l'UE. En cas d'un «Non» pas improbable, la Première ministre May devra présenter un plan B sous trois jours.

Un «shutdown» avec des effets secondaires: la fermeture (partielle) des autorités et institutions gouvernementales en l'absence de moyens financiers est quasiment une tradition aux USA, qui comptent déjà 22 «shutdowns» depuis 1976. Le dernier épisode en date devrait toutefois constituer un record et se prolonger au-delà des trois semaines, sachant que, cette semaine non plus, le président Trump n'a pas réussi à se mettre d'accord avec les Démocrates sur le financement d'un mur en béton près de la frontière mexicaine, à hauteur d'USD 5,7 mia. L'ambiance entre Républicains et Démocrates est au plus mal, aucun camp n'étant prêt à faire des compromis. Le président US a subitement claqué la porte des négociations budgétaires, sans pour autant proclamer l'état d'urgence national.

800'000 employés fédéraux sont actuellement en congé, ou doivent continuer à travailler sans toucher de salaire. Une autre conséquence du «shutdown» est qu'il ne permet pas la publication de données économiques importantes, surtout à un moment où la Fed entend orienter sa politique monétaire principalement aux données macroéconomiques. A titre d'exemple, les chiffres du commerce extérieur, tels que les exportations agricoles vers la Chine, n'ont pas été publiés la semaine dernière. Il en va de même pour le Bureau of Economic Analysis, l'organe publiant régulièrement des estimations de la performance économique, qui a fermé ses portes à l'heure actuelle. Les marchés financiers sont également touchés: les positions des investisseurs sur les marchés des opérations à terme ne sont plus publiées. Et bien que 150 sociétés aient l'intention de s'introduire en bourse ces prochaines semaines, une telle opération ne sera pas possible, sachant que la SEC est fermée également.

Contrairement aux menaces de Donald Trump, nous ne tablons pas sur un prolongement du «shutdown» sur plusieurs mois, malgré les fortes oppositions, car plus il perdure, plus il aura un impact négatif sur le président US. L'agence de notation Fitch a déjà remis en question le rating AAA – indiquant l'excellente solvabilité des USA.

Trump devrait bientôt s'arranger avec une solution qui ne répondra pas entièrement à ses désirs, accordant la première de ses priorités à sa réélection l'année prochaine. Selon nous, une solution sera trouvée dans le courant de janvier, qui marquera la fin du «shutdown».

Une «récession technique» en Allemagne? L'Allemagne, locomotive de croissance, reste à la traîne. Après une baisse de la performance économique au T3 - causée notamment par des problèmes de production et de vente dans l'industrie automobile - on pouvait sérieusement espérer une reprise, or, celle-ci risque de se décaler. Les derniers chiffres de la production industrielle en Allemagne ont été une amère déception: une baisse de 1,9% en novembre par rapport au mois précédent, alors qu'on attendait une hausse.

Pourquoi un tel recul? Le moral dans l'industrie allemande, fortement dépendante des exportations, s'est détérioré plus fortement que prévu en raison de la guerre commerciale entre les USA et la Chine. La production automobile ne s'est pas ressaisie en fin d'année, comme on l'espérait. Il n'est pas possible d'ignorer les faibles données de l'industrie. Il est de plus en plus probable, d'un point de vue mathématique, que la croissance pour le T4 2018 sera négative à nouveau. Notre voisin serait ainsi par définition dans une «récession technique». L'évolution en Allemagne soutient nos prévisions d'un freinage de la croissance en Suisse cette année, qui devrait atteindre 1,2% au lieu des 2,4% pronostiqués.

oliver.hackel@raiffeisen.ch

Editeur

Raiffeisen Suisse CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St. Gallen
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

www.raiffeisen.ch/web/placer

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale: www.raiffeisen.ch/web/ma+banque

Autres publications

Vous trouvez cette publication ainsi que d'autres publications Raiffeisen sous le lien ci-dessous:
www.raiffeisen.ch/rch/fr/qui-sommes-nous/publications/marches-et-opinions/publications-research.html

Mentions légales

Ce document n'est pas une offre.

Les contenus de cette publication sont fournis à titre d'information exclusive. Ils ne constituent donc ni une offre au sens juridique, ni une incitation ou recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des art. 652a ou 1156 CO. L'intégralité des conditions déterminantes ainsi que le détail des risques inhérents à ce produit figurent dans les documents de vente correspondants juridiquement contraignants (par ex. le prospectus, le contrat de fonds). En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans cette publication est limitée. La présente publication n'a pas pour vocation de fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions en matière d'investissement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient être effectués que suite à un conseil à la clientèle et/ou à un examen minutieux des documents de vente obligatoires. Toute décision prise sur la base des présents documents l'est au seul risque de l'investisseur lui-même. Par ailleurs, nous vous prions de vous référer à la brochure «Risques particuliers dans le négoce de titres». La performance indiquée se base sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer l'évolution présente ou future de la valeur. Les éventuels commissions et coûts prélevés lors de l'émission et le rachat des parts n'ont pas été pris en considération dans le calcul des données de performance présentées.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse ne garantit pas l'actualité, l'exactitude ou l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication. Raiffeisen Suisse décline toute responsabilité liée aux pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de la présente publication ou des informations qu'elle contient, ou qui seraient en rapport avec sa distribution. Elle n'est surtout pas responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Il appartient au client de s'informer des éventuelles conséquences fiscales. Selon l'Etat de résidence, les conséquences fiscales sont susceptibles de varier. Raiffeisen Suisse et les Banques Raiffeisen déclinent toute responsabilité des conséquences fiscales éventuelles découlant de tout achat de titres.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

La présente publication a été élaborée par Raiffeisen Suisse et n'est pas le résultat d'une analyse financière. Les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent donc pas à la présente publication.

RAIFFEISEN